

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/95/KNA
G/SCM/N/99/KNA
3 juillet 2003
(03-3564)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

SUBVENTIONS

Nouvelle notification complète au titre de l'article XVI:1 du GATT de 1994
et de l'article 25 de l'Accord SMC

Prorogation au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC de la période de transition
pour l'élimination des subventions à l'exportation conformément
aux procédures énoncées dans le document G/SCM/39

SAINT-KITTS-ET-NEVIS

Le Ministère du commerce international de Saint-Kitts-et-Nevis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 juin 2003.

Saint-Kitts-et-Nevis communique par la présente communication sa notification concernant son application de la Loi n° 17 de 1994 sur les incitations fiscales. Cette notification est présentée dans le contexte du processus de l'article 27.4 et conformément à l'article 25, étant donné que les nouvelles notifications complètes doivent être communiquées cette année.

Ce programme n'a pas été modifié de manière à être rendu plus favorable, conformément à l'obligation de statu quo prévue au paragraphe 4 a) du document G/SCM/39.

Saint-Kitts-et-Nevis tient à souligner que l'application de ce programme est absolument essentielle compte tenu de ses besoins en matière d'économie, de finance et de développement.

* * *

La notification ci-jointe du Programme d'incitations fiscales décrit dans le document G/SCM/N/74/KNA est présentée conformément au paragraphe 1 b) des procédures pour les prorogations au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC, énoncées dans le document G/SCM/39. Ce programme figure à la section 1 de la notification.

La description du programme date du 30 juin 2003 et est identique à celle du 1^{er} septembre 2001.

Les articles pertinents de la législation qui ont servi de fondement au programme notifié sont joints à la notification (document joint 1).

SECTION II

Définitions

- On entend par entreprise agréée une entreprise désignée par décret du Gouverneur, conformément à l'article 6, aux fins de l'octroi d'avantages au titre de la présente loi.
- On entend par industrie à forte intensité capitalistique une industrie dont les dépenses en capital ne sont pas inférieures à 25 millions de dollars EU.
- La durée de l'exonération fiscale et le classement des entreprises agréées figurent dans le tableau de la Liste III, en appendice.
- La valeur ajoutée locale se définit comme le montant des recettes tirées de la vente des produits pendant une période continue de 12 mois, déduction faite du coût des matières premières importées, des composants et de leurs parties, des combustibles et des services, ainsi que des salaires et traitements payés à des ressortissants étrangers.

SECTION III

Notification officielle

1. Titre du programme pour lequel il est demandé une prorogation au titre des procédures énoncées dans le document G/SCM/39

Loi n° 17 de 1974 sur les incitations fiscales. Loi octroyant des incitations à l'industrie.

2. Période sur laquelle porte la notification

La description du programme date du 30 juin 2003 et est identique à celle du 1^{er} septembre 2001.

Les données statistiques fournies au titre des points 7 et 9 concernent les exercices budgétaires 2000 et 2001.

3. Objectif général et/ou objet de la subvention

Le programme a pour objet d'augmenter les résultats à l'exportation, de soutenir les investissements et l'activité économique, de favoriser la diversification des produits, traditionnels et autres.

4. Fondement et législation

Fondement

Le gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis estime que l'instauration de conditions de nature à encourager les investissements étrangers directs doit être favorisée pour assurer une viabilité durable de l'économie.

Législation

Loi n° 17 de 1974 sur les incitations fiscales de Saint-Kitts-et-Nevis et Anguilla

5. Forme de la subvention

Exonération fiscale

6. À qui et comment la subvention est accordée (indiquer si elle est accordée aux producteurs, aux exportateurs ou à d'autres personnes), par quel mécanisme; s'il s'agit d'une somme fixe par unité ou d'une somme variable; dans ce dernier cas, indiquer comment elle est déterminée

La Loi sur les incitations fiscales permet d'accorder une exonération fiscale pouvant atteindre 15 ans pour la fabrication de produits homologués par des entreprises agréées. La durée de ces avantages est fonction du degré de valeur ajoutée locale. À cette fin, la loi classe les entreprises agréées dans les catégories suivantes:

1. Les entreprises du groupe 1, dans lesquelles la valeur ajoutée représente 50 pour cent ou plus du prix de vente, peuvent bénéficier d'une exonération allant jusqu'à 15 ans.
2. Les entreprises du groupe 2, dans lesquelles la valeur ajoutée représente entre 25 et 50 pour cent du prix de vente, peuvent bénéficier d'une exonération allant jusqu'à 12 ans.
3. Les entreprises du groupe 3, dans lesquelles la valeur ajoutée représente entre 10 et 24 pour cent du prix de vente, peuvent bénéficier d'une exonération allant jusqu'à dix ans.
4. Les entreprises enclavées, dont la production est exclusivement destinée à l'exportation, peuvent bénéficier d'une exonération allant jusqu'à 15 ans.

Une entreprise agréée qui exerce des activités dans une industrie à forte intensité capitalistique peut bénéficier de certains avantages pendant une période allant jusqu'à 15 ans.

La loi permet aussi d'accorder une exonération de droits sur les machines et l'outillage, les pièces détachées, les matériaux de construction, les matières premières et autres, selon le cas, importés par les entreprises agréées pour leur utilisation propre.

La Loi n° 17 de 1974 sur les incitations fiscales permet en outre d'octroyer un allègement de l'impôt sur le revenu dans certaines circonstances, lorsque la période d'exonération fiscale a pris fin. Cet allègement est fonction des résultats à l'exportation. Il porte sur les bénéfices que tire une entreprise de l'exportation de produits homologués. Un allègement fiscal est consenti pour les exportations de produits non traditionnels vers n'importe quel pays; cependant, lorsque les exportations sont à destination du Guyana, de la Jamaïque, ou de Trinité-et-Tobago, l'allègement n'est consenti que pour une durée de cinq ans suivant immédiatement la fin de la période d'exonération fiscale.

(Dans la partie 2 de la Liste II de la loi jointe en appendice est expliqué le mode de calcul de la prime à l'exportation.)

7. Montant unitaire de la subvention ou, dans les cas où cela n'est pas possible, montant total ou montant annuel budgétisé de la subvention (avec indication, si possible, du montant unitaire moyen de la subvention de l'année précédente). Dans les cas où il n'est pas possible de fournir des renseignements sur le montant unitaire de la subvention (pour l'année sur laquelle porte la notification, pour l'année précédente, ou pour les deux), donner une explication circonstanciée

La nature et la portée du programme font qu'il n'existe pas de statistiques disponibles pour indiquer le montant unitaire de la subvention. Par ailleurs, aucun poste du budget annuel ne permet de déterminer le montant des fonds affectés au financement de cette forme d'avantage accordé aux entreprises agréées, la nature de l'aide apportée consistant en recettes sacrifiées.

Nos ressources humaines et techniques limitées dans le domaine de la collecte des données en général, et de l'établissement des statistiques en particulier, ne nous permettent pas de rassembler, d'analyser et de compiler dûment les données nécessaires. Toutefois, le Département des douanes vient d'améliorer sa base de données, ce qui facilitera le traitement des informations pertinentes.

Les données communiquées par le Département des douanes font apparaître les résultats suivants:

Le montant total des droits de douane abandonnés par le gouvernement du fait des avantages accordés au titre du Programme d'incitations fiscales, au cours des trois derniers mois – soit novembre, décembre et janvier – a été respectivement de 809 494,78 dollars des Caraïbes orientales, 454 496,46 dollars des Caraïbes orientales et 1 273 736,19 dollars des Caraïbes orientales. La partie 2) [Appendice 1] contient un tableau indiquant la répartition des totaux pour les différentes entreprises enclavées.

N.B. Les totaux indiqués ci-dessus, s'agissant des recettes abandonnées, concernent seulement les importations effectuées par la voie maritime. Le total des importations effectuées par la voie aérienne est enregistré manuellement et, comme indiqué précédemment, nos ressources humaines et techniques limitées font qu'il nous est difficile d'analyser ces renseignements de manière à les rendre facilement disponibles.

8. Durée de la subvention

La durée de la subvention est subordonnée aux droits et aux obligations de Saint-Kitts-et-Nevis au titre des Accords de l'OMC et, notamment, ceux qui découlent de l'Accord SMC.

9. Données statistiques permettant d'évaluer les effets de la subvention

Le tableau ci-après indique la valeur totale des échanges commerciaux extérieurs de Saint-Kitts-et-Nevis avec l'ensemble des pays et pour tous les produits en 2000 et 2001.

| Année | Importations (dollars des Caraïbes orientales) | Exportations nationales (dollars des Caraïbes orientales) | Réexportations (dollars des Caraïbes orientales) |
|-------|--|---|--|
| 2000 | 529 134 040 | 78 813 717 | 9 742 881 |
| 2001 | 510 832 194 | 77 483 249 | 6 283 318 |

DOCUMENT JOINT I**LISTE I**

Article 2

ÉTATS MEMBRES

- | | | |
|----|-----------|-----------------------------------|
| a) | Antigua | Jamaïque |
| | Barbade | Montserrat |
| | Belize | Saint-Kitts-et-Nevis, et Anguilla |
| | Dominique | Saint-Vincent |
| | Grenade | Sainte-Lucie |
| | Guyana | Trinité-et-Tobago |
- b) Tout autre État de la région des Caraïbes qui devient membre du Marché commun.

LISTE II

Article 16

PARTIE 1**LES EXPORTATIONS VERS LES TERRITOIRES SUIVANTS N'OUVRENT PAS DROIT À L'ATTRIBUTION D'UNE PRIME**

| | |
|-----------|---------------|
| Antigua | Grenade |
| Barbade | Montserrat |
| Belize | Saint-Vincent |
| Dominique | Sainte-Lucie |

PARTIE 2**MODE DE CALCUL DE LA PRIME À L'EXPORTATION**

1. La prime à l'exportation, déduite aux fins de l'article 16, est calculée de la façon suivante:

| <u>Bénéfices à l'exportation exprimés en pourcentage du total des bénéfices</u> | <u>Abattement de l'impôt sur le revenu en pourcentage de l'impôt sur le revenu dû sur les bénéfices à l'exportation</u> |
|---|---|
| Entre 10 et 21 | 25% |
| Entre 21 et 41 | 35% |
| Entre 41 et 61 | 45% |
| Au-dessus de 61 | 50% |

2. Pour le calcul:

- a) Les "bénéfices à l'exportation exprimés en pourcentage du total des bénéfices" sont réputés être les "ventes à l'exportation en pourcentage du total des ventes".

b) Les profits imputables aux exportations sont estimés être le montant résultant de la formule $\frac{P \times E}{S}$ dans laquelle:

- i) "P" représente les bénéfices imposables d'une entreprise pour l'année dont les revenus ont été pris en compte;
- ii) "E" représente le produit des ventes à l'exportation (sortie usine) d'une entreprise pendant l'année dont les revenus ont été pris en compte;
- iii) "S" représente le produit des ventes totales (sortie usine) d'une entreprise pendant l'année dont les revenus ont été pris en compte.

3. Pour calculer le produit de toutes les ventes pour l'année dont les revenus ont été pris en compte, tout droit d'accise payé sur les marchandises vendues pendant l'année se trouve déduit.

LISTE III

Articles 11, 12,
19 2)

PÉRIODES D'EXONÉRATION FISCALE

| <u>Classement des entreprises agréées</u> | <u>Période d'exonération fiscale</u> |
|---|--------------------------------------|
| <u>Groupes</u> | <u>Années</u> |
| Entreprise du groupe I | 15 |
| Entreprise du groupe II | 12 |
| Entreprise du groupe III | 10 |
| Entreprise enclavée | 15 |

W.F. GLASFORD
Président

Loi adoptée par la Chambre de l'Assemblée, ce 17 avril 1974.

E. JAMES FLEMING
Greffier par intérim de la Chambre de l'Assemblée